



Axel Botte
Directeur Stratégie Marchés
axel.botte@ostrum.com



Zouhoure Bousbih
Stratégiste pays émergents
zouhoure.bousbih@ostrum.com



Aline Goupil-Raguénès
Stratégiste pays développés
aline.goupil-raguenes@ostrum.com

● **Le thème de la semaine : Élections américaines : les principales différences politiques entre Kamala Harris et Donald Trump**

par Axel Botte

- La Présidentielle américaine paraît très serrée au moment d'écrire ces lignes. Les états clés sont dans la marge d'erreur selon les sondages ;
- Il existe des différences significatives dans les politiques proposées par Donald Trump et Kamala Harris. L'impôt sur les sociétés pourrait diminuer avec Trump mais monter en cas d'élection de Harris. Les impôts des plus riches (imposition des revenus du capital et successions) devraient aussi augmenter en cas de victoire démocrate.
- Quelle que soit l'issue des élections, les déficits resteront élevés mais avec un risque de dérapage accru des finances publiques sous Donald Trump.
- Donald Trump a annoncé son intention de relever les tarifs douaniers de 60% sur les produits chinois et de 10 à 20 % partout ailleurs, arguant que ces recettes douanières réduiront les déficits. A l'inverse, une telle politique serait inflationniste et déstabilisante pour le commerce mondial ;
- Kamala Harris voudra renforcer l'OTAN et maintenir un soutien sans faille à l'Ukraine contre l'agression russe alors que Donald Trump a menacé de réduire le soutien des Etats-Unis à l'OTAN.

● **La revue des marchés : le retour du « higher for longer »**

par Zouhoure Bousbih

- Forte volatilité sur les marchés de taux souverains, reflétant les craintes de résurgence de l'inflation.
- Baisse des indices actions liée au repricing des baisses de taux par les banques centrales.
- Elargissement du spread BTP-Bund à 129 pdb lié à la croissance du PIB italien nulle au T3.
- Sous performance des Gilts à la suite de la présentation du budget 2025.

● **Le graphique de la semaine**



Le swap spread à 10 ans européen a atteint un plus bas depuis 2000 à 4,75 pb, indiquant un changement de paradigme pour les marchés financiers : Le risque souverain est désormais le focus, plus que le risque de crédit.

Le resserrement s'est accéléré à la suite de la présentation du budget britannique pour 2025, indiquant des besoins de financement plus élevés qu'anticipé.

Au-delà de l'élection américaine, les problématiques budgétaires continueront de dominer les marchés financiers en 2025 mettant sous pression les marchés de taux souverains qui devront absorber les émissions importantes afin de financer des déficits élevés.

● **Le chiffre de la semaine**

21,9 %

C'est le pourcentage d'Américains qui ont prévu des vacances à l'étranger selon la dernière enquête du Conference Board, soit un plus haut depuis 2005. Signe que la consommation américaine reste robuste.

Source : Bloomberg.

- Le thème de la semaine

Élections américaines : les principales différences politiques entre Kamala Harris et Donald Trump

Les derniers sondages se situent dans la marge d'erreur dans les sept États clés des élections présidentielles américaines. Parallèlement, il est probable que le Congrès soit divisé, avec une majorité républicaine au Sénat et une Chambre des représentants dominée par les démocrates. Nous examinons les visions et les intentions divergentes des candidats sur les enjeux économiques et financiers majeurs, ainsi que les conséquences de leurs choix politiques sur le marché des actions.

Les États-Désunis d'Amérique

L'électorat américain profondément divisé

L'électorat américain est particulièrement polarisé en ce moment. La Réserve fédérale de Philadelphie a élaboré un indice de conflit partisan, qui a connu une forte augmentation peu avant les élections de mi-mandat de 2010, atteignant son apogée en mars 2017, soit deux mois après l'entrée en fonction de Donald Trump. Depuis lors, cet indice n'est jamais redescendu aux niveaux d'avant la crise financière de 2008.

Parallèlement, l'enquête de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan révèle que les Américains se déclarant républicains ont une perception de l'économie beaucoup plus pessimiste que ceux s'identifiant comme démocrates. Les variations de sentiment sont très abruptes et se manifestent de manière particulièrement marquée au sein de l'électorat républicain.

De plus, bien que les sondages nationaux indiquent que Kamala Harris est susceptible d'attirer un plus grand nombre d'électeurs, les États décisifs demeurent indécis. À l'approche des élections du 5 novembre, la dynamique semble, pour l'heure, favorable à Donald Trump dans les États clés.

Harris et Trump : des politiques fiscales opposées

Kamala Harris plaide en faveur d'une augmentation des taux d'imposition sur le capital et les successions.

Donald Trump cherche à prolonger les réductions d'impôts de 2017 qui doivent expirer l'année prochaine. Cette initiative permettrait de maintenir des taux d'imposition plus bas et d'autres avantages, tels que le crédit d'impôt pour enfants, ce qui pourrait faire économiser aux contribuables environ 4 000 milliards de dollars sur une décennie. Cependant, il n'a pas précisé comment il gérerait les déficits budgétaires. Trump a également proposé des allègements fiscaux supplémentaires, comme des exonérations sur les pourboires, des déductions pour les intérêts sur les prêts automobiles et des dépenses liées aux nouveau-nés, tout en critiquant le zèle de l'administration fiscale sous Biden.

À l'opposé, Kamala Harris soutient la promesse de Biden de ne pas augmenter les impôts pour les ménages gagnant moins de 400 000 dollars, préservant ainsi les réductions fiscales pour 97 % des Américains. Elle défend un crédit d'impôt remboursable pour les gardes d'enfants et soutient certaines des hausses d'impôts proposées par Biden, qui pourraient faire grimper significativement

les taux d'imposition les plus élevés. Harris laisserait expirer certaines des réductions fiscales de Trump et prône l'imposition des plus-values non réalisées. Les gains en capital supérieurs à 1 million de dollars seraient taxés aux taux des revenus ordinaires, tandis que ceux d'une valeur d'au moins 100 millions de dollars seraient soumis à un impôt minimum de 25 %, avec une imposition annuelle sur les plus-values non réalisées.

Augmentation des impôts des sociétés sous Harris, réductions prévues par Trump

Fiscalité des entreprises : Trump prône des baisses, Harris des hausses

Donald Trump souhaite abaisser le taux d'imposition des sociétés, actuellement fixé à 21 %, à 20 % voire 15 %. Contrairement à d'autres dispositions de la loi fiscale de 2017, cette réduction de taux ne serait pas soumise à expiration après 2025. En prolongeant ses réductions fiscales, il pourrait également rétablir certains avantages fiscaux antérieurs pour les entreprises, tels que les amortissements immédiats des investissements en capital et un assouplissement des limites sur les déductions d'intérêts.

De son côté, Kamala Harris prévoit d'augmenter le taux d'imposition des sociétés à 28 %, ce qui pourrait générer plus de 1 300 milliards de dollars de revenus sur dix ans. Elle souhaite taxer les revenus étrangers des entreprises américaines dans le cadre d'un accord sur le taux d'imposition minimum mondial et augmenter le taux d'imposition minimum alternatif des entreprises de 15 % à 21 %. De plus, elle envisage de quadrupler la taxe sur les rachats d'actions et d'imposer des restrictions sur la déductibilité des rémunérations des dirigeants.

Politique commerciale : Trump relance une guerre totale

Durant son premier mandat, Donald Trump s'est éloigné du soutien bipartisan traditionnel au libre-échange en imposant des tarifs douaniers significatifs sur la Chine, ainsi que sur l'acier, l'aluminium et divers produits en provenance de plusieurs pays, y compris des alliés. Il prévoit d'augmenter encore ces tarifs, suggérant un taux de 60 % sur les importations chinoises et de 10 % à 20 % sur d'autres pays. Les détails de ces augmentations demeurent incertains, mais il a appelé à des tarifs équivalents à ceux imposés par d'autres pays sur les biens américains. En vertu de ses pouvoirs exécutifs, le président des États-Unis peut unilatéralement relever les tarifs douaniers.

Kamala Harris poursuivrait en grande partie les politiques commerciales de l'administration Biden. Elle soutient le maintien de la plupart des tarifs imposés par Trump sur la Chine tout en envisageant d'augmenter certains d'entre eux, notamment ceux sur les véhicules électriques. Harris a exprimé son opposition à l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), le jugeant insuffisant en matière de lutte contre le changement climatique, ce qui indique une préférence pour des politiques commerciales plus progressistes que celles de Biden. Elle prioriserait probablement les travailleurs américains et utiliserait des tarifs ciblés pour les soutenir, en mettant l'accent sur la coopération stratégique dans le domaine du commerce, sans utiliser les droits de douane, à l'instar des accords économiques indopacifiques de Biden.

Politique de santé

Donald Trump affirme qu'il réduirait le coût des soins de santé, bien que les détails de son plan

restent flous. Il n'a pas réussi à abroger l'Affordable Care Act (ACA) durant son premier mandat et il indique désormais qu'il est ouvert à des améliorations d'Obamacare.

Kamala Harris, quant à elle, a joué un rôle clé dans l'adoption de l'Inflation Reduction Act (IRA), qui permet au gouvernement américain de négocier les prix des médicaments pour les patients de Medicare. Elle vise à accélérer ces négociations, à plafonner les dépenses personnelles pour les médicaments à 2 000 dollars par an et à 35 dollars par mois pour l'insuline, tout en s'attaquant aux pratiques anticoncurrentielles des entreprises pharmaceutiques. Harris avait auparavant soutenu une proposition de Medicare pour tous. Elle plaide également pour aider les États à éliminer les dettes médicales des patients.

Énergie et climat

Donald Trump a qualifié le changement climatique de « canular » et prévoit d'éliminer le crédit d'impôt de 7 500 dollars pour les véhicules électriques. Il vise à abroger l'IRA et ses subventions aux technologies vertes. Sa plateforme de campagne inclut la levée des restrictions sur la production d'énergie et l'annulation des réglementations de l'administration Biden concernant les centrales au charbon, les émissions des véhicules et les fuites de méthane. Bien que Project 2025, un programme élaboré par d'anciens conseillers de Trump, propose des changements significatifs concernant les agences fédérales de climat et de recherche, Trump a pris ses distances par rapport à ces recommandations.

De son côté, Kamala Harris a joué un rôle crucial dans l'adoption de l'IRA, qui consacre des centaines de milliards de dollars aux énergies renouvelables, à la réduction des combustibles fossiles et à la préparation au changement climatique. Bien qu'elle ait d'abord plaidé pour une interdiction de la fracturation hydraulique, elle a depuis révisé sa position, soulignant la nécessité d'investir dans des sources d'énergie diversifiées pour réduire la dépendance au pétrole étranger. Harris met également en avant l'importance de l'air et de l'eau propres comme libertés fondamentales à l'occasion de ces élections.

OTAN et conflit Russie-Ukraine

Donald Trump a manifesté une forte inclination à retirer les États-Unis de l'OTAN. Il critique fréquemment ses alliés n'atteignant pas l'objectif de dépenses de défense de 2 % du PIB. Il a suggéré une diminution de l'engagement des États-Unis à assurer la sécurité européenne, insinuant que les alliés européens devraient assumer davantage de responsabilités. Cela entraîne des conséquences directes sur le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine. Trump a affirmé qu'il pourrait négocier un accord de paix pour l'Ukraine en 24 heures en menaçant à la fois Kiev et Moscou. Lorsqu'on lui a demandé si les États-Unis avaient intérêt à ce que l'Ukraine gagne la guerre, Trump a esquivé la question, exprimant plutôt le souhait que le conflit se termine.

En revanche, Kamala Harris vise à renforcer l'OTAN et à maintenir l'unité parmi les alliés, en particulier en soutien à l'Ukraine. Face à la résistance croissante au Congrès concernant les financements croissants de l'effort de guerre, elle souligne l'importance de l'OTAN en tant

Les Présidences démocrates sont initialement favorables aux obligations et les Républicains aux actions

qu'alliance militaire vitale et insiste sur le fait que les pays membres doivent accroître leurs dépenses de défense. Cependant, Harris est peu susceptible de rompre les liens avec des alliés en fonction de leurs budgets militaires, se concentrant plutôt sur la défense collective et la dissuasion face à l'agression russe.

Implications pour l'économie mondiale et les marchés financiers

Nous examinons ici les performances des marchés financiers autour des élections passées depuis la victoire de Jimmy Carter en 1976, soit 7 victoires pour le Parti démocrate et 6 pour le Parti républicain. Nous avons comparé les performances médianes pour les actions (DJIA), le dollar (indice DXY), les prix de l'or, l'évolution des rendements des bons du Trésor et des écarts 2-10 ans et 10-30 ans en points de base.

Les actions affichent des rendements négatifs dans les quatre semaines précédant les élections, mais rebondissent de 2,4 % au cours des quatre semaines suivantes après une victoire républicaine, contre une baisse médiane de 0,1 % après les victoires démocrates. Le dollar (DXY) se déprécie de 1,6 % avant les victoires républicaines, mais se renforce légèrement par la suite. L'indice DXY affiche des mouvements médians en hausse avant et après les victoires démocrates. Les prix de l'or chutent après la victoire de l'un ou l'autre des partis, mais tendent à augmenter au moment d'une victoire républicaine, ce qui pourrait indiquer que les marchés perçoivent les politiques républicaines comme plus inflationnistes. Les rendements obligataires chutent fortement après les victoires démocrates (changement médian de -18 points de base) et augmentent après les victoires républicaines (+15 points de base). La crise financière de 2008, lors de l'élection de Barack Obama, fausse quelque peu le tableau, mais même sans cet élément, on observerait tout de même une baisse des rendements. Par conséquent, la courbe des rendements s'aplatit après les victoires démocrates et reste à peu près inchangée après les victoires républicaines.

En conclusion, les actions ont tendance à mieux performer immédiatement après l'élection d'un président républicain, tandis que les obligations affichent de bonnes performances après une victoire démocrate. L'or se renchérit avant une victoire républicaine.

Dans la situation actuelle, une administration Trump serait annonciatrice d'une dégradation des finances publiques. Les affirmations de Donald Trump selon lesquelles les recettes douanières provenant de l'augmentation des tarifs généreraient suffisamment de revenus pour combler le déficit fédéral sont sans fondement. Les prévisions du Congressional Budget Office (CBO) indiquent un déficit fédéral stable à 6 % du PIB au cours de la prochaine décennie et pourraient même sous-estimer le besoin de financement public. Dans ce contexte, la prime de terme sur les titres du Trésor américain à long terme continuera d'augmenter. L'écart par rapport à SOFR OIS sur les obligations de 30 ans dépasse désormais 80 points de base, contre 40-50 points de base il y a moins de deux ans. Les États-Unis attireraient des montants toujours plus importants d'épargne du reste du monde grâce à cette prime, ce qui pourrait déstabiliser de nombreuses économies et contraindre la Réserve fédérale à abaisser ses taux, voire à reprendre l'assouplissement quantitatif, entraînant initialement une dépréciation du dollar.

Les tarifs douaniers plus élevés constituent une taxe sur la consommation. Les transferts

de 800 milliards de dollars distribués aux ménages par le président Biden entre 2020 et 2021 ont déclenché un boom de la consommation qui ne s'est jamais essoufflé depuis. L'augmentation du coût de la vie est néanmoins un thème central de cette élection. La proportion de ménages jugeant que le moment n'est pas opportun pour faire des achats importants est désormais plus élevée qu'en 2008 et se situe encore près des sommets de 2022. L'inflation actuelle est une chose, mais le prix en est une autre (la Réserve fédérale ne semble pas en avoir conscience). Un ralentissement brusque de la consommation privée américaine pourrait plonger les États-Unis et le reste du monde en récession. De plus, la communication chaotique de Donald Trump autour des annonces tarifaires pourrait engendrer une volatilité accrue sur les marchés financiers.

Conclusion

La course à la présidence américaine s'annonce très serrée. En ce qui concerne la politique fiscale, Donald Trump souhaite abaisser l'impôt sur les sociétés, tandis que Kamala Harris se conformerait à l'accord mondial sur l'imposition des entreprises. Harris a formulé des propositions pour réduire les coûts des soins de santé, alors que les plans de Trump en la matière restent peu détaillés. Sur les questions de changement climatique et de politique énergétique, le fossé est encore plus marqué. La politique commerciale pourrait être la plus disruptive. Donald Trump prévoit d'utiliser comme menace les tarifs douaniers, tandis que Kamala Harris poursuivra la stratégie plus ciblée de Biden sur les technologies haut de gamme chinoises. Concernant l'OTAN et l'Ukraine, Trump a affiché des positions incohérentes. Kamala Harris, quant à elle, soutiendra l'Ukraine et préservera les relations avec les alliés.

Axel Botte

● **La revue des marchés****Le retour du « Higher for longer »**

Les craintes d'une reprise de l'inflation ont ravivé le spectre de la thématique « higher for longer ».

La semaine a été marquée par une forte volatilité sur les marchés de taux souverains, à l'image de l'indice MOVE de volatilité des taux souverains américains atteignant un plus haut depuis octobre 2023. Les taux d'intérêt de court terme se sont envolés entre + 10 et + 13 pdb de part et d'autre de l'Atlantique induisant un mouvement d'aplatissement des courbes lié à la hausse des anticipations d'inflation et de croissance des marchés financiers. Les indices boursiers ont terminé la semaine dans la rouge dans le sillage de la hausse des taux nominaux. L'indice S&P 500 a baissé de 1,35 % pénalisé par les valeurs technologiques, notamment le secteur des semi-conducteurs. L'Euro Stoxx600 a terminé la semaine en baisse de 1,52 %, sur fond de craintes d'escalade de tensions au Moyen-Orient et de la modération des anticipations de baisses de taux de la BCE par les marchés financiers.

Les données économiques publiées cette semaine indiquent une résilience de l'activité globale. En zone Euro, la croissance du PIB du T3 a surpris à la hausse à 0,4 % GT contre 0,2 % au T2, liée à la France, l'Espagne et l'Allemagne qui échappe à la récession. A noter toutefois, que la moitié de la croissance française (0,4 % GT) est liée au JOP et que le T4 reste donc incertain. L'Italie a enregistré une croissance nulle au T3, probablement liée à la contraction de ses exportations, entraînant l'élargissement du spread BTP à 128 pdb (+6 pdb).

Aux Etats-Unis, le momentum économique reste robuste. La première estimation de la croissance du PIB du T3 a été de 2,8 % en rythme trimestriel annualisé, tiré par la consommation qui reste robuste. La croissance américaine risque d'être supérieure à la prévision de la Fed. Le rapport de l'emploi pour le mois d'octobre a été brouillé par les ouragans et les grèves de Boeing, mais la croissance des salaires reste robuste à 0,4 %.

En Chine, les enquêtes officielle et Caixin indiquent un rebond de l'activité en octobre, de bon augure pour le PIB du T4. Les autorités devraient annoncer les détails du stimulus après le scrutin américain.

Les taux d'inflation de la zone Euro repartent à la hausse en octobre. L'inflation européenne (estimation) pour le mois d'octobre a été de 2 %, en hausse par rapport au 1,7 % du mois de septembre, liée à la fin des effets de base favorables. Cependant, l'inflation sous-jacente est restée inchangée à 2,7 %, notamment l'inflation des services à 3,9 %, mesure préférée de la BCE. La composante « prix payés » dans l'enquête ISM manufacturier a significativement rebondi en octobre. La présentation du budget britannique 2025 a rappelé que les marges des manœuvres budgétaires étaient limitées. Les gouvernements vont devoir emprunter plus que prévu pour financer leurs déficits. Les marchés financiers devront absorber les besoins de financement des gouvernements plaidant pour des taux d'intérêt élevés. Les gilts ont surperformé sur la semaine à l'image du taux à 10 ans britannique qui a rebondi de plus de 20 pdb à 4,45 %. Le focus est devenu le risque souverain à l'image du swap spread 10 ans européen qui a atteint un plus bas depuis 2000.

● **Marchés financiers**

Emprunts d'Etats	4-nov.-24	-1sem (pb)	-1m(pb)	2024 (pb)
EUR Bunds 2a	2.27%	+18	+7	-13
EUR Bunds 10a	2.41%	+13	+20	+39
EUR Bunds 2s10s	13.7bp	-5	+13	+52
USD Treasuries 2a	4.16%	+2	+23	-9
USD Treasuries 10a	4.28%	+0	+32	+40
USD Treasuries 2s10s	12.3bp	-2	+8	+50
GBP Gilt 10a	4.47%	+21	+34	+93
JPY JGB 10a	0.95%	-3	-9	-44
EUR Spreads Souverains (10a)	4-nov.-24	-1sem (pb)	-1m(pb)	2024 (pb)
France	74bp	+2	+1	+21
Italie	127bp	+6	+0	-41
Espagne	70bp	+1	0	-27
Inflation Points-morts (10a)	4-nov.-24	-1sem (pb)	-1m(pb)	2024 (pb)
EUR 10a Inflation Swap	2.02%	+8	+1	-11
USD 10a Inflation Swap	2.53%	+5	+10	+12
GBP 10y Inflation Swap	3.68%	+14	+7	+14
EUR Indices Crédit	4-nov.-24	-1sem (pb)	-1m(pb)	2024 (pb)
EUR Credit IG OAS	104bp	+0	-14	-34
EUR Agences OAS	61bp	+0	-7	-9
EUR Obligations sécurisées OAS	49bp	-5	-14	-30
EUR High Yield Pan-européen OAS	321bp	-22	-42	-78
EUR/USD Indices CDS 5a	4-nov.-24	-1sem (pb)	-1m(pb)	2024 (pb)
iTraxx IG	58bp	+2	0	0
iTraxx Crossover	312bp	+7	+0	-1
CDX IG	53bp	+1	+0	-4
CDX High Yield	332bp	+5	+2	-24
Marchés émergents	4-nov.-24	-1sem (pb)	-1m(pb)	2024 (pb)
USD JPM EMBI Global Div. Spread	334bp	-4	-28	-50
Devises	4-nov.-24	-1sem (%)	-1m(%)	2024 (%)
EUR/USD	\$1.090	0.814	-0.656	-1.2
GBP/USD	\$1.296	-0.100	-1.219	1.8
USD/JPY	JPY 152	1.055	-1.965	-7.0
Matières Premières	4-nov.-24	-1sem (\$)	-1m(\$)	2024 (%)
Brent	\$75.1	\$4.1	-\$2.3	0.6
Or	\$2 737.8	-\$5.6	\$84.2	32.7
Indices Actions	4-nov.-24	-1sem (%)	-1m(%)	2024 (%)
S&P 500	5 729	-1.37	-0.39	20.1
EuroStoxx 50	4 889	-1.63	-1.34	8.1
CAC 40	7 433	-1.64	-1.44	-1.5
Nikkei 225	38 054	0.37	-1.51	13.7
Shanghai Composite	3 310	-0.36	-0.79	11.3
VIX - Volatilité implicite	22.41	13.18	16.66	80.0

Source: Bloomberg, Ostrum AM

Mentions légales

Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP-1800014 du 7 août 2018. Société anonyme au capital de 50 938 997 € – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753. Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – www.ostrum.com

Ce document est destiné à des clients professionnels, au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Ostrum Asset Management.

Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Ostrum Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables.

Ostrum Asset Management se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Ostrum Asset Management

Ostrum Asset Management ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM/FIA ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé (s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Ostrum Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Achevé de rédiger le ...04/11/2024

Natixis Investment Managers

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International - Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social: 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Belgique: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A., Belgian Branch, Louizalaan 120 Avenue Louise, 1000 Brussel/Bruxelles, Belgium.

En Suisse Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sàrl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.



www.ostrum.com